Burundi : Le pouvoir joue avec l'Histoire et entretient une bombe à retardement

@rib News, 13/04/2015 La dÃ©mocratie en danger au Burundi Par Isaac Nizigama Le Burundi est en train de se diriger dangereusement vers une crise sans prÃ©cÃ©dent, du moins si rien n'est fait pour renverser la tendance. Celle-ci est alimentÃ©e par une propagande malsaine des gens voulant Ã tout prix se maintenir au pouvoir, sans se soucier des lois, de la paix, de la stabilitÃ© et de la dÃ©mocratie dans ce petit pays longtemps meurtri par des violences cycliques. Ã€ quelques semaines seulement avant le dÃ©but des Ã©lections, les tenants du pouvoir Ã Bujumbura, membres du parti CNDD-FDD, s'Ã©vertuent Ã dÃ©fendre un troisiÃ¨me mandat illÃ©gal du PrÃ©sident actuel en entretenant volontairement la confusion notamment autour de trois enjeuxÂ :

1Â° La popularitÃ© et l'avenir du parti CNDD-FDD sont confondus avec ceux du PrÃ©sident actuel et de son troisiÃ¨me mandat. Comme si ce Parti s'identifiait Ã une seule personne. Comme si aprÃ¨s Nkurunziza et son Ã©quipe, le Parti CNDD-FDD ne peut pas survivre et demeurer populaire. D'oÃ¹ ceux qui se sont opposÃ©s Ã ce troisiÃ¨me mandat anticonstitutionnel ont Ã©tÃ© chassÃ©s du Parti. Parmi eux, des personnalitÃ©s qui ont servi fidÃ¨lement ce parti depuis sa crÃ©ation. OÃ¹ sont partis l'honneur, la dignitÃ©, la grandeur, la rÃ©putation, la reconnaissance...? Pour un parti qui vient de diriger le pays pendant 10 ans, ceci constitue une Ã©niÃ¨me preuve de l'incapacitÃ© de ses dirigeants actuels de comprendre et de s'inscrire rÃ©solument dans la logique de la dÃ©mocratie pluraliste, du pluralisme idÃ©ologique, de la libertÃ© d'opinion et d'expression, du respect des droits civils et politiques des populations dirigÃ©es, y compris au sein de ses propres membres. 2Â° Le peuple est confondu avec les partisans du parti CNDD-FDD. Ceux qui refusent d'y adhÃ©rer ou de participer Ã ses activitÃ©s, sont fustigÃ©s, maltraitÃ©s, traitÃ©s d'ennemis de la Nation burundaise. L'intolÃ©r politique est au comble, le parti CNDD-FDD veut s'Ã©riger en parti unique, il veut rÃ©instaurer le monopartisme de fait au Burundi. Actuellement le CNDD-FDD se dÃ©nomme mÃªme Â«Parti du peupleÂ», comme si les autres formations politiques ne sont pas Ã©galement des voix du peuple burundais. Or, le Burundi appartient de droit Ã tous les Burundais. Nul ne doit Ãªtre victime d'exclusion, de marginalisation, de dÃ©ni des droits, y compris le droit Ã la vie, uniquement pour ses opinions politiques, ses choix idÃ©ologiques lÃ©gitimes et lÃ©gaux, en autant que ces attitudes ne troublent pas l'ordre public et ne portent pas atteinte aux droits des autres. La citoyennetÃ© burundaise est au-dessus de l'appartenance politique et ethnique. La Constitution actuelle du Burundi dÃ©fend le Murundi en tant que tel. Confondre les intÃ©rÃªts d'un seul parti politique avec ceux du peuple burundais dans son ensemble, c'est se rendre coupable d'exclusion et de divisionnisme, c'est Ã©chouer Ã dÃ©fendre les intÃ©rÃªts supÃ©rieurs de la Nation burundaise,... 3Â° Les acquis dÃ©mocratiques et histori dus principalement Ã la signature et Ã la mise en application de l'Accord d'Arusha de 2000 et des autres accords qui s'en sont suivis, semblent revÃªtir peu d'importance chez les partisans du CNDD-FDD qui soutiennent la troisiÃ¨me candidature du PrÃ©sident Nkurunziza. Ceux-ci semblent vouloir gouverner le Burundi comme si l'histoire rÃ©cente, qui pourtant les a portÃ©s au pouvoir, n'avait pas d'importance historique devant dicter l'orientation future de la politique du pays. Ce type de politique n'est dictÃ© en derniÃ¨re analyse que par un ventriotisme Ã©hontÃ©, un Ã©gocentrisme incompatible avec la culture burundaise d'ubuntu et d'ubugabo, d'ubushingantahe,... Parce que pour accÃ©der au pouvoir, ces tenants du pouvoir actuel ont dÃ» d'abord signer l'Accord d'Arusha Ã travers les Accords de cessez-le-feu signÃ©s. Ils ont dÃ» souscrire Ã l'esprit et Ã la lettre de cet Accord historique d'aoÃ»t 2000. Ils ont jurÃ© fidÃ©litÃ© Ã la Constitution de 2005 qui s'en est inspirÃ©e. PrÃ©tendre s'affranchir de ces textes fondamentaux, rien que parce qu'on croit que ce faisant l'on va se perpÃ©tuer au pouvoir en se faisant plÃ©bisciter par la masse populaire qui, de toute Ã©vidente, a besoin d'Ãªtre dirigÃ©e et orientÃ©e, relÃ¨ve de la haute trahison. C'est aussi couper la branche de l'arbre sur laquelle on est assis depuis 10 ans. En un mot, c'est suicidaireÂ ! La seule maniÃ¨re de s'assurer un avenir meilleur Ã la fois pour eux et pour le peuple burundais, c'est de dÃ©fendre les acquis dÃ©mocratiques et historiques issus de l'Accord d'Arusha et de la lÃ©galitÃ© constitutionnelle tant et aussi longtemps que ces textes n'ont pas fait l'objet de rÃ©vision. La dÃ©mocratie ce ne sont pas seulement les Ã©lections (sinon on verserait dans ce qu'on appelle la Â«dÃ©mocratie du nombreÂ»), c'est aussi le respect des principes dÃ©mocratiques (les textes juridiques protÃ©geant les droits des citoyens, surtout des minoritÃ©s). Entretenir la confusion autour de ces enjeux majeurs dans la politique burundaise contemporaine sous prÃ©texte qu'on se voit capable de mobiliser, avec les moyens de l'Ã‰tat qui est une chose publique, donc commune Ã tous les Barundi, des millions de partisans, c'est jouer avec l'Histoire, c'est entretenir une bombe Ã retardement dont l'explosion risque d'Ãªtre plus dÃ©vastatrice que tous les cycles de violence que le Burundi a dÃ©jÃ connus. C'est pourquoi, nous, Barundi, attendons de notre PrÃ©sident qui a bÃ©nÃ©ficiÃ© de notre confiance depuis 2005, qu'il prononce un discours d'un homme d'Ã‰tat, un discours rassurant, adressÃ© Ã tous les Barundi et Ã la CommunautÃ© internationale, et dÃ©clarant sans aucun ambiguÃ¯tÃ© qu'il est inÃ©ligible cette annÃ©e Ã sa propre succession et qu'il se prÃ©pare Ã remettre le bÃ¢ton de commandement Ã son successeur. Ce discours de paix et d'espoir pourra ramener, de faÃ§on gÃ©nÃ©rale, les choses dans l'ordre normal et le calme dans le pays. Et les Ã©lections pourront se dÃ©rouler avec moins de tension et plus de confiance. Autrement dit, ce discours est attendu comme un droit lÃ©gitime du peuple burundais qui a droit Ã la paix, Ã la dÃ©mocratie, Ã la stabilitÃ©, Ã la dignitÃ©, et Ã la protection de la part de ses dirigeants Ã©lus. Isaac Nizigama.